

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Band: - (2010)
Heft: 2

Artikel: Afghanistan : l'objectif n'est pas "une victoire militaire"
Autor: Georgelin, Jean-Louis
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-514403>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Ci-contre : défilé de chars *Leclerc* le 14 juillet 2006.

Ci-dessous, à droite : VAB entourés d'enfants en Afghanistan.

International

Afghanistan : l'objectif n'est pas « une victoire militaire »

Général Jean-Louis Georgelin

Ancien Chef d'Etat-major des Armées (CEMA) françaises

INTERVIEW- Afghanistan, Europe de la défense, nation, identité nationale, le chef d'état-major des armées, qui quitte ses fonctions le 24 février, tire des enseignements de ses trois ans de commandement dans un monde où les menaces se multiplient.¹

LE FIGARO : *Qu'est-ce qui a le plus changé selon vous dans le monde depuis que vous avez été nommé à la tête des armées françaises, en 2006?*

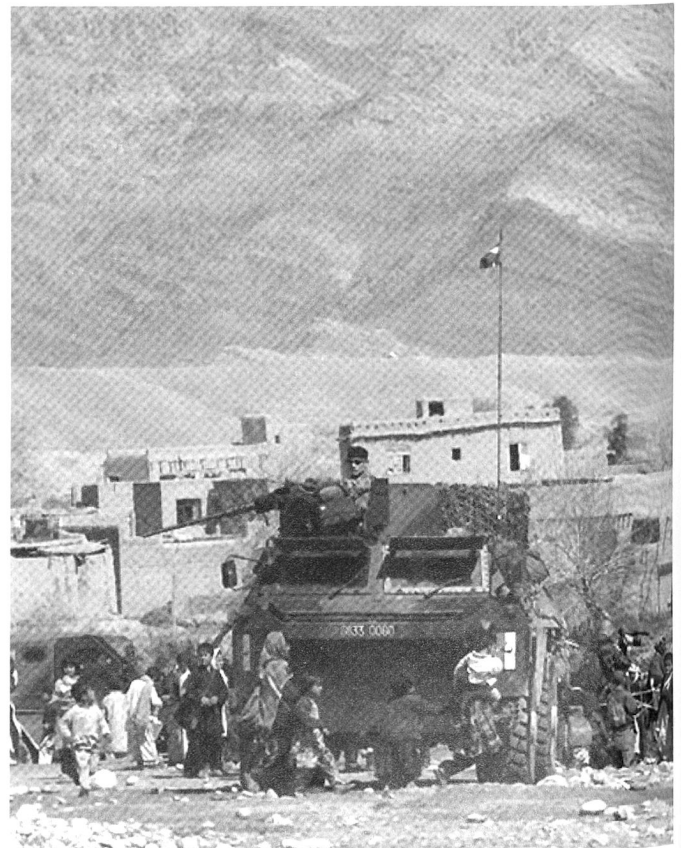
Jean-Louis Georgelin : Il y a d'abord eu une grande prise de conscience de la mondialisation des problèmes dans les relations internationales. C'est vrai avec les affaires climatiques. C'est aussi vrai avec l'accentuation du phénomène Internet, le développement d'une information instantanée, qui exerce une pression plus forte sur les dirigeants. Il y a aussi une plus grande conscience des incertitudes du monde. Cette fragilité a été mise en évidence de manière spectaculaire par la crise financière d'octobre 2008, qui a fait disparaître un certain angélisme avec lequel nous vivions. Ensuite, quoi qu'en dise, le rôle des Etats-Unis s'est encore affirmé au cours des dernières années. Nous avons pris acte de la montée de la puissance chinoise, même si elle est ambiguë, et de celle des acteurs nouveaux comme l'Inde. Enfin, sur un mode davantage militaire, la crise afghane est devenue un élément plus central aujourd'hui dans les relations internationales.

Quelles sont selon vous les principales menaces aujourd'hui? Ont-elles évolué?

J.-L.G.- Il faut poser la question militaire, celle des armées. Jusqu'à la fin de la Guerre froide, les armées occidentales se sont constituées par rapport à une menace principale, bien identifiée, qui faisait courir un risque à la survie du territoire et de la nation. Au cours de l'histoire, l'armée française s'est construite face à une menace européenne,

successivement britannique, prussienne ou allemande, puis face à la menace soviétique. Nous ne sommes plus du tout dans une configuration où la nation a le sentiment de devoir remettre sa vie entre les mains des armées. C'est le défi majeur des armées aujourd'hui. Si nous étions face à une menace contre nos intérêts vitaux, c'est la dissuasion nucléaire qui jouerait. La dissuasion nucléaire, on ne le répète pas assez, a empêché une troisième guerre mondiale. Elle est aussi la garantie ultime de la survie de la nation.

Mais les menaces sont devenues plus complexes. À quoi devons-nous nous préparer aujourd'hui?



¹ Cet article, réalisé par Isabelle Lasserre et Etienne de Montety, est paru dans *Le Figaro* (30 janvier 2010) et est reproduit ici avec l'autorisation de son rédacteur en chef.

J.-L.G.- A tout! Car les grands événements qui ont fait l'histoire du monde sont une succession de surprises stratégiques. La dernière en date est la crise financière, que les meilleurs experts économiques et financiers n'ont pas vu venir. Avant, c'était le 11 septembre, qui a entraîné des évolutions considérables dans les rapports du monde à la force et aux armées et dans la prise de conscience du risque terroriste. Vouloir justifier un outil militaire par rapport à une menace bien définie me paraît aujourd'hui hasardeux. Personne ne s'attend à ce que le territoire français soit envahi demain matin par un ennemi comme il le fut en 1940, en 1914 ou en 1870. Mais tout le monde sait que le terrorisme est un risque important, que la menace balistique se développe, que les cyberattaques peuvent être dévastatrices, qu'il y a des menaces liées à l'accès aux matières premières, des risques de pandémie, d'effondrements de sociétés entières... Le *Livre blanc* demandé par le Président de la République l'a montré, il y a un ressenti d'incertitudes colossales dans nos pays. Les menaces sont aussi dans nos cœurs et nos esprits.

Les menaces restent néanmoins importantes pour justifier l'attitude d'un pays et de ses forces armées?

J.-L.G.- Oui, mais il faut être très humble. Nous vivons dans un monde où l'on veut tout prévoir, un monde rationnel dont on veut exclure l'immatériel, l'invisible. Mais ce n'est pas ainsi que ça marche: le monde nous rappelle sans cesse que la science n'est pas l'omniscience. Il faut donc avoir l'humilité de reconnaître que nous pouvons avoir besoin de forces armées pour la seule raison que l'on ne sait pas très bien ce qu'il peut se passer. Il serait irresponsable pour les dirigeants d'un pays de se passer de forces armées au motif que nous sommes entrés dans une ère nouvelle de l'histoire du monde. Un pays qui renoncerait à se défendre serait vulnérable et pourrait disparaître. Justifier l'outil militaire par l'existence de menaces particulières, c'était possible, comme je l'ai dit, à l'époque soviétique ou face aux nazis. Le rôle de beaucoup de mes prédécesseurs a été de prévoir une attaque allemande jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Puis, après 1945, de prévoir une attaque soviétique. Les conflits issus de la décolonisation restaient périphériques. Pour ma part, j'ai dû travailler différemment. Les menaces n'étant plus toujours clairement identifiables, je dois être en mesure de faire face à toutes les situations, même les plus inattendues, à tous les scénarios. Et ils sont nombreux, avec la mondialisation. Aujourd'hui, nous sommes solidaires en Haïti, nous avons adapté notre dispositif en Afghanistan, nous nous sommes déployés sur des théâtres aussi divers que le Liban, le Kosovo, la Côte d'Ivoire, le Tchad. Plus de dix mille hommes projetés, pendant que nous continuons à assurer la permanence de la dissuasion nucléaire tout en étant prêts à conduire, le cas échéant, des opérations de grande envergure en cas de surprise stratégique.

La France, qui a dû réduire la taille de ses armées, a-t-elle encore les moyens d'être un pays leader dans le domaine opérationnel?

J.-L.G.- Afin de préserver l'autonomie de décision de nos autorités politiques, elle a choisi de conserver sa capacité



Formation interarmes du 92^e régiment d'infanterie durant l'exercice DELATTRE.

d'appréciation autonome de situation; ce qui réclame beaucoup de moyens et d'expertises, notamment dans le domaine spatial; peu de pays ont une telle capacité. La France a choisi d'entretenir une force nationale de dissuasion strictement suffisante, ce n'est pas une mince affaire. Pour l'intervention, la France est capable de projeter loin de son territoire des éléments de commandement ou d'action... Mais à son échelle, à son niveau. Elle a été capable seule de monter des opérations pour libérer des otages et capturer des pirates dans l'océan Indien. Elle a mené des opérations au Tchad, au Congo. Mais elle ne serait pas capable de conduire une coalition comme l'ISAF en Afghanistan. Les Américains concentrent plus de 50% des moyens militaires mondiaux. Ils auront bientôt déployé 100'000 hommes en Afghanistan, alors que les Européens n'y sont même pas 40'000. On ne peut pas comparer la puissance militaire américaine à

la puissance militaire d'un pays européen. Les contrats opérationnels des armées françaises définis par le *Livre blanc* sont du même ordre de grandeur que le « *surge* » américain en Afghanistan!

L'opinion publique française a-t-elle pris en compte cette évolution des menaces? Remet-elle en cause la place de l'armée au cœur du pays?

J.-L.G.- Les choses sont ambivalentes. Les militaires ne ressentent pas de mise en cause de leur rôle et de leur mission. Tout le monde sait, en France, qu'il faut des forces armées et qu'un pays doit se défendre. D'ailleurs, l'image des armées est excellente. Elle n'a même jamais été aussi bonne depuis la Seconde Guerre mondiale! D'un autre côté, l'adhésion à l'intervention militaire en Afghanistan suscite plus de questions, car les Français ne font pas toujours la relation entre la défense de leurs intérêts propres et des déploiements de forces à 5'000 ou 6'000 km du territoire national. Dans l'esprit des gens, la défense garde encore une connotation patrimoniale, territoriale. Tant que le territoire national n'est pas touché, il est difficile d'expliquer aux Français que la bataille contre le terrorisme se joue en Afghanistan, ce qui est pourtant la vérité. Ils ont du mal à comprendre que, grâce à nos actions en Afghanistan, nous avons déjoué des attentats en Europe et en France.

C'est l'éternelle question pour les militaires. Lorsqu'ils font très bien leur travail, c'est-à-dire que par leur existence même ils dissuadent nos ennemis d'agir, alors on remet en cause leur utilité puisqu'on ne voit pas la menace se transformer en agression. Supposez que nous ayons résisté à l'invasion de la rive gauche du Rhin par Hitler en

1936, on n'aurait pas su qu'on avait évité le drame absolu qu'a été la Seconde Guerre mondiale... Mais lorsque les militaires font moins bien leur travail et dissuadent mal, c'est la guerre et on ne se pose alors plus la question de savoir s'ils servent à quelque chose...

La nation se reconnaît-elle encore dans son armée?

J.-L.G.- La nation est liée aux valeurs portées par l'armée: le goût de l'effort, la prise de risque, le désintéressement, le sens de l'abnégation, la rectitude. Dans un monde qui perd ses repères, ces valeurs positives sont appréciées. Les Français savent qu'en cas de coup dur, on peut compter sur les militaires. L'un des grands apports du *Livre blanc* fut la notion de résilience. Au cœur de la résilience de la nation, il y a l'armée. La vocation de l'armée est de pouvoir fonctionner quand tout le reste s'est effondré. D'où la nécessité d'investissements qui peuvent parfois paraître inutiles dans une analyse trop rapide.

Les récentes plaintes des familles de militaires tués à Ouzbèkistan ne révèlent-elles pas une crise des valeurs entre l'armée et la nation? La notion de sacrifice ne serait-elle plus admise?

J.-L.G.- Les soldats ne la remettent en cause. Mais le retour de la mort au combat pose effectivement cette question. En réalité, tout le monde a compris que le rôle du soldat est d'accepter de prendre des risques et de voir sa vie exposée ou de prendre celle de son adversaire quand le pays le lui demande. Tout le monde a compris qu'il y avait une anomalie à reprocher à des soldats d'avoir été exposés au danger. Le chef militaire ressent douloureusement les pertes au combat. Mais la guerre est par nature incertaine

AMX-10RC au Centre d'entraînement en zones urbaines (CENZUB).



Obusier blindé 155 mm AUF-1 de la SFOR, en Bosnie-Herzégovine.



et dangereuse et ce chef doit bien accepter le risque de pertes pour remplir la mission.

Pensez-vous que la nation soit assez forte pour pouvoir soutenir un engagement de dix ans en Afghanistan?

J.-L.G.- Il faut montrer les résultats concrets de notre action. Par exemple lorsque nous transférons la responsabilité de la sécurité de Kaboul aux forces afghanes ou lorsque la population afghane choisit le camp de son armée. Pour autant, il est certain que plus il y aura de victimes en Afghanistan, plus les gens s'interrogeront sur le bien-fondé de ces opérations. Et ce d'autant plus que les talibans sont passés maîtres dans l'art d'exploiter les vulnérabilités des opinions publiques occidentales. Il est certain que l'absence de résultat pèserait sur la durée et rendrait les choses de plus en plus difficiles. Le président Obama l'a parfaitement compris, lorsque dans son discours de West Point, il fixe pour 2011 le début du désengagement. Tout cela prouve à quel point il est difficile pour des démocraties comme les nôtres de conduire dans la durée des conflits de ce type. Nous sommes vulnérables, car nos adversaires ne sont pas dans la même logique que nous. En Afghanistan, nous nous battons contre des individus pour lesquels la vie humaine ne compte pas alors que chez nous elle est l'absolu des absolus.

Peut-on encore gagner en Afghanistan?

Il faut arrêter de poser la question en ces termes de victoire et de défaite militaire. En Afghanistan, nous cherchons à obtenir une stabilité suffisante pour que les Afghans prennent en charge leur avenir et leur sécurité et cet objectif est atteignable et raisonnable. Il s'agit d'empêcher ce pays de redevenir un sanctuaire terroriste, de contribuer à la stabilité de la région et notamment du Pakistan, d'assumer les responsabilités que nous avons prises unanimement en 2001 en intervenant dans ce pays afin d'en chasser al-Qaïda. Nous ne sommes pas du tout dans l'optique de rechercher une victoire militaire. Déjà, pour qu'il puisse y avoir victoire militaire, il faudrait qu'il y ait une armée talibane en Afghanistan. Ce n'est pas le cas: il y a des groupes qui mènent des actions terroristes et des opérations de harcèlement. Les combats que nous menons en Afghanistan n'ont rien à voir avec ceux de l'Indochine, du Vietnam ou même de l'Algérie. Depuis la fin de la présidence française de l'Europe, on a l'impression que l'Europe de la défense a disparu des écrans radars.

Vous y croyez toujours, vous?

J.-L.G.- L'opération anti-piraterie ATALANTE est la plus réussie et la plus forte de l'Union européenne. C'est une opération qui a vraiment inscrit l'UE comme un acteur majeur de la sécurité internationale. Les autres projets suivent leur cours. Il faut faire preuve de patience, de constance et d'opiniâtreté. Dans ce domaine, ce n'est pas forcément le spectaculaire qui est gage de succès. Avec la mise en œuvre du traité de Lisbonne, l'Union se dote maintenant d'outils plus complets. Ceci étant dit, les difficultés liées au développement de l'Europe de la



Tir d'un César 155 mm L52.

défense sont de deux ordres. Est-ce que l'Europe croit à la vertu et à la nécessité d'une Europe puissance? L'UE doit-elle se doter d'une puissance militaire forte et réelle ou doit-elle exercer sa défense dans le cadre de l'OTAN? Mais lorsqu'on consacre 1% seulement de son PIB à la défense, cette équation est difficile à résoudre. Tout le reste est de la littérature. Avec 2% de son PIB consacrés à la défense, la France est cohérente avec ses ambitions.

L'armée a-t-elle quelque chose à dire sur l'identité nationale?

Dans tout pays, l'armée est au cœur de l'identité nationale. Machiavel disait que le premier devoir du Prince est la défense et je crois que c'est une vérité éternelle. Il n'y a pas de nation, pas d'État, qui ne puisse s'appuyer sur une armée. Dans l'histoire, l'armée a été l'outil à travers lequel s'est construite la nation française. C'est par la guerre que nous avons construit notre État, que nous l'avons doté de ses frontières. C'est par les armes que la nation a défendu ses valeurs de Valmy à Strasbourg. C'est par la paix préservée par nos armées que notre pays a pris son essor intellectuel, culturel, social, commercial et industriel. L'armée défend l'intégrité de cet État et il en sera toujours ainsi, même si nous vivons une époque où on ressent moins les menaces militaires qui pèsent sur notre identité.

J.-L. G.